



Saint-Denis, le 20 juin 2011

DECLARATION UNITAIRE DES ORGANISATIOND SYNDICALES

Le malaise est de plus en plus profond au sein des agents de la Direction Régionale des Finances publiques de la Réunion.

L'augmentation de la charge de travail et de sa complexité, la pression managériale et les vagues successives de suppressions d'emplois ont considérablement dégradé les conditions de travail et la qualité des missions.

Les réponses de l'administration locale tant dans la forme parfois que dans le fond montre tout le désintérêt, accordé aux personnels et à leurs représentants.

Emplois: le massacre doit cesser!

Les suppressions de postes de fonctionnaires sont le dogme du pouvoir en place pour réduire le déficit budgétaire. Pourtant, la DGFIP a déjà connu des suppressions d'emplois conséquentes depuis 2002 : 15 % des effectifs auront été perdus entre 2002 et 2011, soit plus de 20 000 emplois !

A la Réunion, plus de 40 agents C ont disparu depuis depuis 5 ans.

Pourtant, les emplois de la DGFIP ne coûtent rien au budget de l'Etat, bien au contraire ils sont utiles et rentables ! Pour preuve, le coût de gestion des recettes s'élève à 1,06 % et celui des dépenses est de 0,11% pour celles de l'Etat et 0,154 % pour celles du secteur public local.

Ce sont des coûts de fonctionnement avec lesquels aucune entreprise privée ne peut rivaliser.

Conditions de vie au travail : des décisions s'imposent!

La DRFiP de la Réunion est au bord de l'explosion. Une remise en cause rapide des pratiques est urgente.

Pour l'intersyndicale, c'est bien le pilotage, le management, et les indicateurs qui doivent changer en profondeur pour que le quotidien des agents devienne supportable. Cette forme de management met les individus sous pression en permanence.

Cette exigence du toujours plus produit du burn-out, de l'épuisement professionnel, du stress, de la souffrance au travail et de la dépression.

Dialogue social en berne!

Les organisations syndicales dénoncent l'absence de considération de la Direction régionale pour les revendications exprimées sur des dossiers importants impactant directement le vécu des personnels et des usagers réunionnais : situation catastrophique des effectifs dans les services, gestion des événements du Tampon, fusion CHD-GHSR, réinstallation de la Trésorerie du Port, mise en place d'une cellule de crise pour les contribuables en difficulté,...

Dans ce contexte les organisations syndicales représentatives ont décidé de ne pas siéger à la réunion paritaire convoquée ce jour et attendent de la Direction régionale des réponses à la hauteur des enjeux.